



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. restreinte
1^{er} octobre 2014
Français
Original: anglais

Conseil du commerce et du développement

Soixantième réunion directive

Genève, 10-12 décembre 2014

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

Questions diverses

Désignation d'organisations non gouvernementales aux fins de l'article 77 du Règlement intérieur du Conseil

Demande présentée par le Center for Democracy and Technology

Note du secrétariat de la CNUCED

Résumé

Le secrétariat de la CNUCED a reçu du Center for Democracy and Technology (CDT) une demande d'inscription par le Conseil du commerce et du développement sur la liste visée à l'article 77 du Règlement intérieur du Conseil.

Après avoir examiné les informations reçues, le secrétariat estime que, sous réserve de l'assentiment du Bureau du Conseil, le CDT peut être classé dans la catégorie spéciale, conformément au paragraphe 12 b) de la décision 43 (VII) du Conseil.

Le Conseil souhaitera peut-être se prononcer sur cette demande à sa soixantième réunion directive.

Des renseignements sur l'organisation figurent en annexe à la présente note.



Annexe

Center for Democracy and Technology: renseignements d'ordre général

Historique et mandat

1. L'organisation a été fondée en 1994 par un groupe d'experts du droit de l'informatique et des politiques technologiques qui était opposé à l'application de la Communications Assistance for Law Enforcement Act à Internet.

2. Le mandat du Center for Democracy and Technology couvre un large éventail d'activités. Le CDT a notamment pour mission de protéger Internet contre certaines utilisations; de contester la Communications Decency Act; de définir des limites en ce qui concerne l'inspection des paquets en profondeur; de soutenir une gouvernance d'Internet inclusive et multi-partie-prenante; d'appliquer les principes relatifs aux droits de l'homme à la politique mondiale relative à Internet; de se battre pour un Internet innovant et neutre; et de faire campagne pour une réforme des activités de surveillance menées par les gouvernements.

Buts et objectifs

3. Le CDT est un organisme de recherche et de plaidoyer à but non lucratif qui fournit des services spécialisés dans les domaines du droit de l'informatique et des politiques technologiques, et s'attache à construire des ponts entre la communauté des décideurs et la communauté des techniciens. L'organisation fait campagne pour protéger les droits de l'homme sur Internet et conserver un Internet ouvert, innovant et gratuit. En sa qualité d'organisme non lucratif, le CDT n'épargne aucun effort pour qu'Internet reste la propriété de ses utilisateurs et pour faire triompher la liberté d'expression. Il appuie les lois, les politiques entrepreneuriales et les outils technologiques qui protègent la vie privée des usagers d'Internet, et fait campagne pour un renforcement des contrôles juridiques sur les activités de surveillance des gouvernements. Doté de bureaux à Washington D.C., à San Francisco, à Londres et à Bruxelles, le CDT intervient dans un large éventail de secteurs et de domaines de l'action politique pour trouver des solutions concrètes et respectueuses des droits de l'homme aux problèmes qui se posent en rapport avec la politique d'Internet.

4. Depuis plus de vingt ans, soit depuis la naissance d'Internet, le CDT a joué un rôle de premier plan en contribuant à élaborer des politiques, des pratiques et des normes qui ont permis à tous d'utiliser Internet en tant que porte-paroles, entrepreneurs et citoyens actifs. Le CDT jouit d'un savoir-faire juridique et technique et de compétences en matière d'encadrement et de création de coalition qui lui permettent de collaborer avec des organismes politiques, des instances de réglementation, des organismes de normalisation, des organisations de gouvernance et des juridictions aux niveaux national et mondial. Il met à leur disposition des travaux d'analyses approfondies concernant des questions juridiques et des innovations technologiques. Le CDT organise également des consultations ouvertes, notamment par le biais d'organismes des Nations Unies. Il intervient également en tant qu'organe d'experts sur des points essentiels concernant la politique d'Internet. Par le biais de groupes de travail, de listes de diffusions et de tables rondes, il rassemble des parties prenantes issues des secteurs public et privé: gouvernements, universitaires, militants, entreprises et communautés de techniciens. Il se fonde sur une approche collaborative et

inclusive de l'élaboration des politiques, dans le cadre de laquelle les parties prenantes issues de différents secteurs peuvent échanger librement des informations et des idées pour parvenir à des solutions efficaces.

Membres

5. Le CDT ne compte aucun membre.

Structure

6. Le Conseil d'administration dirige l'organisation. Il joue un rôle essentiel de supervision, notamment dans les domaines du contrôle financier (approbation du budget, audit, contrôle des investissements), de l'appui aux programmes, de la contribution à la planification stratégique et à l'organisation de missions, et de l'évaluation des performances de l'administrateur principal. Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des membres présents à une réunion lorsque le quorum est atteint. Selon le règlement intérieur, le quorum correspond à la moitié du nombre de membres du Conseil mais ne peut en aucun cas être atteint s'il y a moins de deux membres. La direction de l'organisation, dont le président et les directeurs de projet, s'occupent des affaires courantes.

7. Le Conseil compte huit membres. Un comité est chargé de désigner les candidats potentiels pour siéger au sein du Conseil d'administration, et les autres membres votent parmi ces candidats pour en choisir un. Les membres du Conseil exercent généralement un mandat de trois ans.

8. Le Conseil réunit en général tous les membres chaque trimestre. La prochaine réunion du Conseil se tiendra au début de l'automne 2014 dans le bureau de Washington, D.C.

Ressources financières

9. Les principales sources de financement du Centre ont été les suivantes en 2012:

a) Logiciels et services informatiques (6,7 %): Adobe, Drophox, Intuit, Microsoft, Salesforce.com et Verisign;

b) Commerce en ligne (12,7 %): Amazon, American Express, eBay, Facebook, Google, Linked in, Mozilla, Shopkick, Wal-Mart Stores et Yahoo! Inc.;

c) Services d'information (1,6 %): Datran Media, IMS Health, Intelius, LexisNexis, Nielsen, Palantir et Rappleaf;

d) Associations industrielles (1,7 %): Consumer Electronics Association, Entertainment Software Association, Business Software Alliance, et National Cable and Telecommunications Association;

e) Prestataires de services de télécommunications (4,9 %): AOL, AT&T, Comcast, T-Mobile, Time Warner Cable et Verizon;

f) Fabricants de matériels informatiques (4,5 %): Hewlett-Packard, Intel Corporation, Nokia, Pitney Bowes, Qualcomm et RIM;

g) Center for Democracy and Technology et dons: 11,3 %;

h) Campagne Drawdown: 8,4 %;

i) Fondations et organisations à but non lucratif (33,5 %): Fondation California Healthcare, Fondation Ford, Global Network Initiative, Fondation Internet Education, Fondation Markle, Open Society Institute-Open Society Foundations et The Privacy Projects;

j) Fonds pour l'octroi de bourses (1,45 %): Fonds Ron Plesser;

k) Dîner de gala: 11 %;

l) Autres 2,3 %: Academy Health; Combined Federal Campaign; dons de particuliers et intérêts de dividendes; Manatt, Phelps and Phillips, LLP; et Union Square Ventures.

Bilan des activités et variation d'actifs nets pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2012 et résumé des informations financières pour 2011

(En dollars des États-Unis d'Amérique)

	2012	2011
Recettes		
Dons et contributions	4 220 809	3 962 242
Prix Cy Pres	86 199	1 077 803
Marchés	92 115	86 833
Intérêts et dividendes	7 663	7 668
Autres recettes	5 645	3 778
Actifs nets (libérés des restrictions des donateurs)	-	-
Total recettes	4 412 431	5 138 324
Dépenses		
Services liés aux programmes:		
Campagne pour le futur CDT	328	9 691
Communication	145 404	35 987
Vie privée	377 920	369 385
Quatrième amendement	709 974	611 395
Politique de respect de la vie privée dans le domaine de la santé	578 403	443 242
Neutralité du Net	180 619	141 665
Premier amendement	221 033	196 473
Droit international des droits de l'homme	790 045	360 222
Global Network Initiative	30 989	104 488
Fondation Internet Education	57 188	86 285
Droits d'auteur	267 428	257 706
Normes	1 975	15 986
Markle Capacity	-	171 254
Total services liés aux programmes	3 361 306	2 803 779
Services d'appui		
Gestion et administration générale	463 389	498 050
Collecte de fonds	514 736	525 627
Total services d'appui	978 125	1 023 677
Total dépenses	4 339 431	3 827 456

Relations avec d'autres organisations internationales

10. Le CDT n'a aucune relation de travail avec d'autres organisations internationales.

Publications

11. Le Centre a publié les articles et les communiqués de presse ci-après:
- a) L'importance de la neutralité d'Internet dans la protection des droits de l'homme en ligne, 1^{er} octobre 2013, disponible à l'adresse suivante: <https://cdt.org/files/pdfs/internet-neutrality-human-rights.pdf> (consulté le 30 septembre 2014);
 - b) Accès systématique des gouvernements aux données personnelles: une analyse comparée, 13 novembre 2013, disponible à l'adresse suivante: <https://www.cdt.org/files/pdfs/govaccess2013/government-access-to-data-comparative-analysis.pdf> (consulté le 30 septembre 2014);
 - c) Communiqués de presse, disponibles à l'adresse suivante: <https://cdt.org/press-events/> (consulté le 30 septembre 2014).

Liaison

12. La liaison avec la CNUCED sera assurée par:
- M. Matthew Shears, Représentant et Directeur
Projet relatif à la politique mondiale Internet et aux droits de l'homme
Téléphone: 1 202 637 9800
Téléphone: 1 202 637 0698
Courrier électronique: mshears@cdt.org

Adresse

13. Siège social et adresse postale:
- Center for Democracy and Technology
1634 Street NW 1100
Washington, D.C. 20006
États-Unis d'Amérique

Langue

14. La langue de travail de l'organisation est l'anglais.
-